

Processus de révision du programme de Québec solidaire **Forte pression pour le ralliement au marché du carbone**

À sa « réunion extraordinaire tenue le 21 septembre 2014 », le Comité de coordination nationale a mandaté « la Commission politique d'effectuer la mise à jour du programme sur la question de l'environnement, plus particulièrement le point sur la lutte aux changements climatiques. » Cette pression s'est muée en deux des quatre demandes prioritaires de révision du programme dont la liste sera établie au Conseil national de la fin novembre en vue d'une décision finale au congrès du printemps prochain. Pour bien se faire comprendre, la circonscription électorale de la porte-parole députée réclame d'éliminer tout objectif quantitatif pour la réduction des gaz à effet de serre (GES). En ce qui concerne le marché du carbone dont le Québec est à l'avant-garde, deux instances, l'une régionale l'autre universitaire, réclament soit d'en rediscuter ou carrément de l'accepter.

À la droite des Libéraux, la direction Solidaire veut liquider les objectifs du GIEC

La Commission politique a résisté pour l'essentiel à la demande de liquidation des objectifs chiffrés du GIEC contenus dans le programme. Pour répondre au malaise de l'échéance rapprochée de 2020, elle propose « [d'ici-2020] de réduire [d'au moins 40-%] de 2,3% par année les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport au niveau de 1990 afin d'atteindre une diminution de 30% d'ici 2020, 50% d'ici 2030 et 95% d'ici 2050, ceci afin d'atteindre les objectifs du GIEC de contenir la hausse moyenne des températures en deçà de 2°C au niveau mondial d'ici la fin du siècle. Afin de concrétiser cet engagement, il faut aussi mettre en place une stratégie pour abandonner les énergies fossiles d'ici 2035 et réduire les émissions de GES de 95% d'ici 2050. »¹

En un mot la Commission refuse de liquider l'échéancier, ce que ne font même pas les Libéraux qui viennent d'ajouter une échéance pour 2030 (37.5%) sans liquider pour autant celle de 2020 (20%) dont on se doute bien, étant donné le parti-pris pétrolier des Libéraux tout comme avant lui du PQ quand il était au gouvernement, qu'il glissera dans l'oubli. La circonscription de la porte-parole députée a-t-elle réalisé qu'elle propose de passer à la droite des Libéraux sur cette question cruciale ? L'insistance de la Commission n'a rien à voir avec un caprice gauchiste mais relève de l'urgence climatique, liée à celle de la biodiversité, constatée par l'écrasante majorité des milieux scientifiques et synthétisée par l'organisme spécialisée en la matière des Nations unies dans ses rapports scientifiques non déformés par l'ingérence politique que l'on retrouve dans son rapport synthèse. (L'annexe ci-bas, basée principalement sur des écrits de l'écologiste anticapitaliste Daniel Tanuro, condense cette urgence en quelques paragraphes.)

Échec pattant et retentissant des marchés du carbone européen et onusien

Toutefois, la Commission capitule sur toute la ligne à propos du marché du carbone au nom d'un *exceptionnalisme* québécois tout en niant que les marchés du carbone réellement existant ont enrichi les monopoles pollueurs et l'industrie de la finance : « *S'opposer aux Bourses du carbone tant que la preuve de leur efficacité ne sera pas établie. Dans le cas d'un programme déjà existant [ce qui est le cas pour le Québec], hausser les exigences de réduction d'émission de GES et l'accompagner d'un mécanisme de vérification citoyenne financé adéquatement a même le système de bourse en question qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif.* »

Le marché du carbone de l'Union européenne, le fer de lance mondial de ce type de marché, a été un fiasco, même de l'aveu de The Economist². Il en est de même de celui, onusien, qui les complète, le Mécanisme de développement propre permettant aux pollueurs d'acheter des crédits à très bon marché dans les pays dépendants souvent sans avantage pour ces pays et sans compter une bonne dose de corruption :

¹ Propositions pour le Conseil national de la fin novembre 2015 de Québec solidaire, y compris le surlignage

² The Economist, [Carbon trading – ETS, RIP](#), 20/04/13

Les marchés du carbone nous ont encore fait perdre plus de 15 ans dans la lutte contre le changement climatique. Mais nous continuons à les pousser en avant tout en les élargissant. [...] Le marché du carbone européen est en ce moment dans la tourmente, débordant plus que jamais de quotas de carbone. Les centrales électriques et les usines se sont vues allouer plus de quotas qu'ils n'en ont réellement besoin, certes en raison de la grave récession dans de nombreux pays, mais aussi en raison de l'intense lobbying de l'industrie. On a vu également l'émission d'un flot de crédits de carbone bon marché du MDP [Mécanisme de développement propre de l'ONU, NDLR], ce qui a contribué à abaisser le prix du carbone à un niveau si faible qu'il est actuellement d'un coût négligeable pour l'industrie. Encore plus important, il n'incite pas à investir dans les technologies à faible niveau de carbone.³

Ce n'est pas pour rien qu'existe une large coalition européenne de 110 organisations réclamant l'abolition de cette fausse solution :

...le marché du carbone européen :

- **n'est pas efficace** : les émissions des secteurs économiques relevant du marché carbone diminuent moins vite (1,8 %) que celles des secteurs ne relevant pas de ce système (3 %) ;
- **ne permet de pas de réduire les émissions domestiques** : en prenant en compte les émissions liées aux produits importés, les émissions n'ont baissé que 4% entre 1990 et 2012, et non 17,5 % ;
- **sert d'échappatoire au secteur industriel** : l'introduction de certificats de réductions d'émissions liés à des opérations de compensation menées hors UE s'accroît considérablement, au point de représenter 13% des émissions domestiques du secteur (+ 85 % en 2011 par rapport à 2010), aggravant la situation de surabondance de crédits carbone ;
- **contribue à accroître les conflits sociaux et environnementaux** en encourageant l'accapement des terres, les violations des droits de l'homme, les déplacements forcés et les atteintes à l'environnement liés à la mise en œuvre des projets de compensation carbone ;
- **fonctionne comme un système de subvention des pollueurs** : l'attribution gratuite des permis est de facto une subvention qui permet aux industriels – notamment Arcelor Mittal et Lafarge – d'engranger des milliards d'euros : 14 milliards entre 2005 et 2008 et 7 milliards par an jusqu'en 2020 pour les 75% de permis qui seront toujours distribués gratuitement ;
- **fait retomber le coût sur les consommateurs** : presque l'intégralité du coût de mise en conformité du secteur industriel avec le marché carbone européen aurait été financé par les consommateurs ;
- **incite les secteurs industriels au statu-quo** : en raison de son fonctionnement, du trop grand nombre de permis existants et de comportements spéculatifs, le marché carbone ne délivre aucune incitation économique pouvant provoquer une transformation profonde du système productif ;
- **est coûteux et particulièrement sujet à la fraude** : fondé sur des mesures d'émissions souvent incertaines ou invérifiables et faiblement encadré sur le plan réglementaire, il est propice aux abus et aux fraudes – plus de 5 milliards d'euros de perte en 2010 – faisant à dire à Europol que « dans certains pays, jusqu'à 90 % du marché du carbone était le fait d'activités frauduleuses ».⁴

La désagréable surprise réside, ici au Québec, dans l'acceptation de ce marché par les grandes associations environnementales⁵. Un très récent rapport de l'OCDE, pourtant partisane du marché du carbone parce qu'acquiesce au néolibéralisme, affirme qu'« [à] ce jour, le faible niveau de prix des quotas n'a pas été suffisamment incitatif pour initier les changements structurels nécessaires à la transition vers une économie sobre en carbone »⁶.

³ Stephen Böhm, [Why are carbon markets failing?](#), Guardian, 12/04/13, ma traduction

⁴ SCRAP ETS, [Il est temps de mettre fin au marché du carbone européen ! Pour une véritable transition énergétique](#), 27/02/13

⁵ Équiterre, [Bilan environnemental de 2014 : des hauts et des bas](#), 24/12/15 : « Québec a gardé le cap sur l'application de la bourse du carbone malgré une vaste campagne de lobbying de la part de l'industrie pétrolière. La mise en place de cette bourse va permettre au Québec de réduire son empreinte carbone et de poursuivre son virage vers une économie plus verte et prospère. » ; AQLPA, [Bourse du Carbone : l'AQLPA souhaite la bienvenue à l'Ontario et demande à Québec d'agir résolument dans le transport](#), 13/04/15 ; Greenpeace, [Greenpeace félicite l'Ontario pour sa décision sur la tarification du carbone](#), 13/04/15

⁶ Agence France-Presse, [L'OCDE juge «essentiel» de donner un prix au carbone](#), Le Devoir, 21/10/15

Un marché carbone québécois similaire à celui européen et intégrant celui de l'ONU

Au Québec, le prix du « droit de polluer » est en ce moment d'un peu plus de 16 \$ la tonne de GES⁷, soit la moitié de la taxe carbone équivalente de la Colombie britannique (30 \$) elle-même une fraction de la même taxe chargée aux ménages suédois (150 \$)... mais pas aux grandes entreprises pour raison de compétitivité internationale⁸. Malgré une lente diminution des émissions annuelles de droits de polluer, en accord avec l'objectif de réduction de 20% en 2020, ce qui pourrait peut-être faire augmenter rapidement leur prix, le système québécois de marché carbone, dénommé SPEDE, prévoit un mécanisme de plafonnement des prix à la discrétion du ministre appelé « *vente de gré à gré du ministre* »⁹. On voit tout le potentiel de pression, au nom de la compétitivité, si ce n'est de corruption dont la Commission Charbonneau a révélé l'ampleur dans le beau pays du Québec. Cette magouille pourrait facilement s'étendre à la vérification annuelle des émanations de GES des entreprises.

Comme en Suède et ailleurs, « *[u]n certain nombre de ces unités [de droits de polluer] sont allouées gratuitement aux entreprises œuvrant dans des secteurs exposés à la concurrence internationale, telles que les alumineries, les raffineries ou les entreprises du secteur de la métallurgie. [...] Les producteurs d'électricité ainsi que les distributeurs de carburant et de combustibles n'ont pas droit à des allocations gratuites.*¹⁰ » Devinez à qui cet équivalent d'une régressive taxe de vente sera refilé ? Car au bout du compte, le prix du « droit de polluer », étroitement contrôlé par le gouvernement qui émet chaque année ses « droits » dans une fourchette de prix minimum et maximum, n'est pas autre chose qu'une taxe sur l'essence élargie et glorifiée¹¹.

En pratique, l'association avec la Californie, que l'adjonction de l'Ontario ne fera qu'atténuer, permet d'y exporter à bon compte la pollution québécoise de GES :

La liaison avec le marché californien permet aux entreprises québécoises d'avoir accès à un plus grand nombre de droits d'émission à meilleur coût. [...] la Californie a la possibilité de réduire ses émissions de CO₂ à un prix moindre que le Québec. Cela est dû en grande partie à l'hydroélectricité. Environ 95 % de l'électricité produite au Québec est de source renouvelable, contre 30 % en Californie. Il y a donc un plus grand potentiel de réduction dans ce secteur, tout comme dans les domaines agricole et forestier. [...] « C'est comme si vous demandiez à quelqu'un qui est très en forme de perdre 15 % de son poids, ou si vous le demandiez à quelqu'un qui est obèse. Ce n'est pas comparable », soutient Claude Villeneuve.¹²

Pour combler la mesure, SPEDE permet des « *crédits compensatoires* », soit des « *droits d'émission à faible coût* », du genre Mécanisme de développement propre, ailleurs qu'au Québec à la hauteur de 8% des réductions totales¹³. Au printemps dernier, l'organisme COOP Carbone, dont le Fond'action CSN est l'un des membres fondateurs, a acheté de ces crédits qui « *serviront à couvrir une partie des émissions de gaz à effet de serre (GES) [de] ses clients, des distributeurs de carburants [...] Ces crédits proviennent d'un projet de réduction de GES en milieu forestier dans l'Est des États-Unis [...] Cette transaction représente un gain pour les consommateurs de carburants au Québec puisque le coût de ces crédits est inférieur à celui de ceux vendus aux enchères.* »¹⁴

Québec solidaire dénonce ce « *scénario [...qui] prévoit que 40% des réductions se réaliseraient hors Québec par l'achat de crédits carbone (sic). Cela représenterait un transfert*

7 Gouvernement du Québec, Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec (SPEDE) et programme de plafonnement et d'échange de la Californie, [Vente aux enchères conjointe no 4 d'août 2015](#) (page 4), 25/08/15

8 Voir mon site web : [Taxe carbone: le cas dit exemplaire de la Suède](#), 22/10/15

9 Gouvernement du Québec, SPEDE, [Vente de gré à gré du ministre](#) : « *Le prix de vente des unités d'émission vendues à l'occasion d'une vente de gré à gré du ministre en 2013 est préétabli : il est de 40 \$ pour les unités de la catégorie A, de 45 \$ pour celles de la catégorie B et de 50 \$ pour celles de la catégorie C. Ces prix seront majorés annuellement de 5 % plus l'inflation à partir de 2014.* »

10 Radio-Canada, [Le marché du carbone, c'est quoi au juste?](#), 18/04/15

11 Michel Morin, [Le marché du carbone se reflète à la pompe](#), TVA nouvelles, 29/10/15 : « *La raffinerie Valero facture déjà aux consommateurs pour le marché du carbone, près de 4 cents le litre (3,9936 litres/l) pour l'essence ordinaire.* »

12 Radio-Canada, [Le marché du carbone, c'est quoi au juste?](#), 18/04/15

13 Gouvernement du Québec, SPEDE, [Crédits compensatoires](#)

14 COOP Carbone, [La Coop Carbone conclut une première transaction pour ses clients distributeurs de carburants](#), 11/05/15

allant jusqu'à 325 millions \$ par année vers d'autres juridictions, favorisant l'innovation ailleurs plutôt qu'ici! »¹⁵ Fort bien de dénoncer la paille de l'incohérence gouvernementale mais la direction Solidaire aurait intérêt à apercevoir la poutre d'incohérence qui lui arrive en plein visage en cautionnant la cause de cette « *incohérence* » soit le marché du carbone proprement dit.

Le gain monétaire prévu de ce marché est fort modeste, soit à peine plus de trois milliards \$ d'ici 2020¹⁶. Selon la très modérée organisation TRANSIT, « *[I]es besoins en matière de consolidation et de développement des réseaux de transports collectifs à travers le Québec sont estimés à quelque 30 milliards \$, dont près des 2/3 au seul chapitre de la consolidation et du maintien des actifs (métros, autobus, trains de banlieue, infrastructures).* »¹⁷ Même le *think tank* GRAME, chaud partisan de l'écologisme néolibéral dont les écotaxes, admet que « *SPEDE est une mesure insuffisante* » par exemple largement neutralisée par la seule variance du prix de l'essence à la pompe. « *Il faut donc l'accompagner de plusieurs autres interventions publiques* » dont le développement du transport public et des politiques d'aménagement réduisant l'étalement urbain¹⁸.

Pire, alors que ce produit de la vente des « droits de polluer » vont dans le dit « Fonds vert », TRANSIT doute de l'affectation pertinente des fonds :

*« La crédibilité du gouvernement du Québec en matière de soutien aux mesures de réduction des émissions dans le secteur des transports se révèle sérieusement compromise par ce qui porte les apparences d'un détournement par le Ministère des Transports du Québec de centaines de millions de dollars du Fonds vert vers des programmes visant le simple maintien d'infrastructures, sans réduction additionnelle d'émissions de GES », constate Philippe Cousineau Morin, coordonnateur à Transport 2000 Québec [un des membres de la Coalition TRANSIT]*¹⁹

Mais il y a à Québec solidaire de zélés technocrates et apprentis technocrates qui pensent que le marché carbone québéco-californien « *est très réglementé et limite pratiquement toute forme de manipulation de marché par les entreprises assujetties (contrairement au marché européen)* ». Et pourquoi pas un vaillant comité de citoyens pour surveiller les fonctionnaires responsables de cette formidable réglementation ? Un néolibéralisme à visage humain avec ça ? Quand « tout le monde il est beau et il est gentil » et vivant dans la béatitude virtuelle et consensuelle à des années lumières de la lutte sociale, n'importe quel système finira par fonctionner vertueusement, même le plus vicié au départ.

Les écotaxes, visage à la mode du néolibéralisme

Le marché du carbone, comme sa sœur jumelle la taxe carbone dont la Suède est le fer de lance, fait partie de la panoplie de ses moyens appelés écotaxes dont s'entiche soudainement le gouvernement Libéral²⁰. Ces écotaxes visent à modifier la structure des prix pour forcer les gens à acheter plus vert. Difficile d'être en désaccord avec le Ministre des finances qui donne l'exemple des « *droits d'immatriculation additionnels sur les véhicules de forte cylindrée* » surtout si c'est pour générer des revenus additionnels « *qui seront recyclés dans l'économie* ». À remarquer, cependant, qu'à se financer par le vice on finit par en dépendre. Le gouvernement Libéral, comme le parti Conservateur fédéral qui vire à 180 degrés à propos du recensement et de l'enquête sur les femmes autochtones, s'apprête-t-il à rompre avec l'austérité pour se transformer en phénix de l'écologie ?

Pourtant, moins d'une semaine auparavant, le Ministre des transports s'opposait aux péages sur les ponts aux heures de pointe, un autre type d'écotaxe²¹ à la suédoise. Peut-être que le ministre, comme le maire Coderre, songeait-il au « trou de beigne » que cette mesure pourrait causer à Montréal mais ce n'est pas la raison que le ministre a invoquée. Très pertinemment, il

15 Québec solidaire, [Cible de réduction des GES – «Pour être un leader dans la lutte aux changements climatiques, le Québec doit prendre la voie de la cohérence»](#), communiqué du 29/10/15

16 Radio-Canada, [Marché du carbone : une occasion pour certains, une taxe pour d'autres](#), 16/09/14

17 TRANSIT, [Bar ouvert](#), par la Fondation David Suzuki, août 2012

18 Quatre auteurs membres du GRAME, [Le Québec est un leader, vraiment?](#), Le Devoir, 4/11/15

19 TRANSIT, [Québec doit dévoiler où vont les budgets du Fonds vert](#), 1/10/15

20 Marco Bélair-Cirino, [Leitão songe à imposer des écotaxes](#), Le Devoir, 6/11/15

21 Radio-Canada, [Le ministre Poëti dit non au péage pour réduire la congestion dans le Grand Montréal](#), 2/11/15

a songé aux automobilistes en posant la question : « *Qu'est-ce qu'on offre comme alternative?* » Comme quoi les représentants de la bourgeoisie traditionnelle savent résister à leurs collègues modernistes même en utilisant des arguments de gauche. En effet les péages sur les ponts, contrairement aux taxes supplémentaires sur les grosses cylindrées ou les grandes maisons unifamiliales, peignent dans le coin la plupart des automobilistes aux moyens financiers réduits pour qui il n'existe présentement pas d'alternative de transport collectif adéquat en termes de temps de navettage, de fréquence et de coût²².

Les intellectuels organiques de la bourgeoisie ne sont pas sans se rendre compte que le remède de cheval de l'austérité risque de tuer le malade, c'est-à-dire la rentabilité capitaliste et non pas le bien-être populaire. D'un côté, l'intense compétitivité imposée par le marché global requiert l'austérité particulièrement pour les joueurs, telle l'Union européenne vis-à-vis les ÉU ou la Chine ou le Québec vis-à-vis la zone ALÉNA, qui retardent à liquider l'universalité de l'État providence. De l'autre côté, cette même intense compétitivité exige des infrastructures adéquates et à niveau, fort coûteuses, et des programmes de formation de main d'œuvre pour réduire les faux frais des entreprises et attirer ces fameux investissements étrangers que tous les gouvernements recherchent éperdument. Ce dilemme, les pays scandinaves comme la Suède l'ont peut-être mieux résolu en recourant aux écotaxes, comme substituts aux impôts sur le revenu des entreprises et des personnes, pour se refaire une beauté sans faire de déficits. Au Canada, on en revient aux déficits pour sauver les meubles... sauf pour le mauvais élève québécois.

Si le but recherché est la compétitivité de l'économie québécoise ou canadienne, le modèle suédois se révèle attirant. Mais il y a un hic... ou plutôt deux. Pour être un « gagnant » du marché global, les modèles suédois doivent rester des exceptions. En un mot, c'est une course sans fin qui pour le peuple, c'est le deuxième hic, signifie plutôt une course vers le fond du baril (le *rat race*) dont les régressives écotaxes se substituant au progressiste impôt sur le revenu, sur le profit et sur le capital sont un aspect. D'où vient cette montée des partis populistes anti-immigrant dans tous les pays scandinaves, sauf la petite Islande, sinon de cette frustration du *rat race* sur fond d'approfondissement du néolibéralisme²³.

Ce néolibéralisme écologique résout-il la crise climatique ? Disons que le relatif succès économique scandinave, dû à l'exceptionnalité du modèle, lui a donné les moyens d'investir massivement dans les politiques écologiques, ce qui a donné certains résultats. Donc rien à voir avec les écotaxes, tout à voir avec l'ampleur des investissements... qui peuvent tout aussi bien être financés par une fiscalité redistributive et un système financier socialisé. Pour le peuple québécois, s'emparer de ces moyens de financement et contrôler les moyens de transport des hydrocarbures, signifie faire l'indépendance.

Étant donné l'urgence climatique, et celle de la biodiversité, il s'agit de faire l'indépendance au plus vite. Une rapide rupture indépendantiste passe avant tout par un soulèvement populaire menant à l'auto-organisation de la rue. Avec l'actuel début de commencement de grève sociale qui monte contre l'austérité, ce soulèvement est à l'ordre du jour. S'il y a en ce moment une force sociale crédible qui puisse hausser la probabilité de cette grève, c'est bien Québec solidaire lançant un appel en ce sens par ses porte-parole et députées. Il n'y a rien à espérer des directions syndicales qui freinent des deux pieds une colère syndicale et populaire qui cherche une issue et une stratégie.

C'est ce sursaut qu'on attend de Québec solidaire et pas ce prêchi-prêcha sur les PME dans le cadre des élections partielles, au lieu de mettre la rue dans les urnes, et encore moins une remise en question des objectifs du GIEC et une banalisation du marché du carbone au prochain Conseil national la même journée que se tiendra la grande Marche pour le climat partout dans le monde... sauf à Montréal.

Marc Bonhomme, 7 novembre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

22 Voir ma note sur ces péages sur mon site : [Écologie des riches et des entreprises contre le peuple](#), 2/11/15

23 Voir mon site web, l'annexe du texte [Taxe carbone: le cas dit exemplaire de la Suède](#), 22/10/15

Annexe : Pourquoi il y a urgence climatique ?

Pour que l'affaire soit compréhensible par chacun-e, il convient de rappeler les principales données du problème telles qu'elles figurent dans le 4e rapport du GIEC et dans le rapport « Emissions gap » du PNUE :

- *contenir le réchauffement au-dessous de 2°C n'est possible que si la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre ne dépasse pas 450 à 490 ppm (parts par million en volume) et si la concentration en CO₂ ne dépasse pas 350 à 400 ppm (elle vient de franchir ce seuil en mars dernier) [Je souligne, NDLR] ;*
- *respecter cette contrainte implique à son tour que le volume des émissions mondiales diminue de 50 à 85% d'ici 2050 – en commençant au plus tard en 2015- pour devenir négatif à la fin du siècle ;*
- *en tenant compte du principe de la responsabilité commune mais différenciée (c'est-à-dire de la responsabilité historique de chaque pays), l'objectif de réduction des pays développés devrait être de 25 à 40% en 2020 et de 80 à 95% en 2050 ;²⁴*

Ceci dit,

...le choix de 2°C comme seuil de dangerosité est très contestable. Les 2°C ont été popularisés par une étude de l'économiste Nordhaus, qui avait choisi ce chiffre parce qu'il semblait correspondre à un doublement de la concentration atmosphérique en CO₂. Dès 1990, un rapport du Stockholm Environment Institute estimait préférable de ne pas dépasser 1°C, mais les « 2°C maxi » se sont imposés quand la Commission européenne, en 1996, en a fait son objectif. Pour autant, la messe est loin d'être dite. A Cancun, plus de cent pays – petits Etats insulaires et « pays les moins développés » – ont relancé l'appel pour que le niveau de dangerosité soit fixé à 1,5°C.²⁵

Mais peut-être que la situation va en s'améliorant ?

The Greenhouse Gas Bulletin montre que, loin de tomber, la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a en fait augmenté l'an dernier au rythme le plus rapide depuis près de 30 ans.²⁶

Plus généralement,

- *La courbe des concentrations atmosphériques en gaz à effet de serre en fonction du temps est une exponentielle ;*
- *la courbe du nombre d'espèces qui disparaissent en fonction du temps est une exponentielle ;*
- *l'augmentation de l'acidité des océans en fonction du temps est une exponentielle ;*
- *la quantité de sols détruits est une exponentielle ;*
- *la quantité de phosphates et de nitrates rejetés dans les mers également.²⁷*

Étant donné le retard pris (dépassement de la concentration de 400 ppm, non diminution des émanations à partir de 2015), la cible de 2 degrés imprudemment trop élevé et la perte de contrôle (les courbes exponentielles), le programme du parti a raison de s'en tenir au haut de la fourchette des recommandations du GIEC.

En ce qui concerne la synthèse des plans nationaux en vue de la Conférence de Paris sur le climat, au-delà de l'optimisme de commande de l'ONU et du gouvernement français, hôte de la conférence, « [l]e groupe indépendant de chercheurs européens Climate Action Tracker estime pour sa part que les plans nationaux impliquent une élévation de température de 2,7 degrés d'ici 2100. Plus pessimiste encore, un groupe d'experts américains, Climate Interactive, prévoit une hausse de 3,5 °C. »²⁸

²⁴ Daniel Tanuro, [Le climat et la préparation de la COP21 : le mauvais accord qui vient, le mensonge pour le dissimuler et ceux qui tirent les ficelles](#), La Gauche – LCR-Belgique par ESSF, 1/06/15

²⁵ Daniel Tanuro, [Paris, décembre 2015 : la COP 21, sommet provisoire du mensonge, du business et du crime climatiques](#), Revue Politique (Belgique) septembre-octobre 2015 par ESSF, 25/08/15

²⁶ World Meteorological Organisation, [Press Release No. 1002](#), 9/09/14, ma traduction

²⁷ Daniel Tanuro, [Face à l'urgence écologique : projet de société, programme, stratégie](#), ESSF, 28/07/15

²⁸ Reuters, [L'ONU a toujours espoir de limiter la hausse des températures à 2°C](#), Radio-Canada, 30/10/15